



Conseil économique et social

Distr. générale
2 décembre 2011
Français
Original : espagnol

Commission de la condition de la femme

Cinquante-sixième session

27 février-9 mars 2012

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire*

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement
et paix pour le XXI^e siècle » : réalisation des objectifs stratégiques,
mesures à prendre dans les domaines critiques et nouvelles mesures
et initiatives; thème prioritaire : « L'autonomisation des femmes
rurales et leur rôle dans l'élimination de la pauvreté
et de la faim, le développement et les défis actuels »**

Déclaration présentée par la Fédération des femmes cubaines, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/CN.6/2012/1.



Déclaration

La Fédération des femmes cubaines, organisation non gouvernementale bénéficiant depuis 1997 du statut consultatif spécial et comptant plus de 4 millions de membres, fait aujourd'hui une déclaration sur l'autonomisation des femmes rurales et leur rôle dans l'élimination de la pauvreté et de la faim, le développement et les défis actuels.

L'humanité se trouve confrontée à l'inégalité sociale, à un écart entre les classes qui ne cesse de croître, au pouvoir grandissant des multinationales, aux guerres, à la militarisation, à l'exploitation des êtres humains et de la nature et à une tendance à l'autoritarisme.

Nous, les femmes cubaines, qui appartenons à ce monde tourmenté, pouvons témoigner que le capitalisme patriarcal et prédateur a entraîné le monde dans une crise profonde et multiforme, qui s'accompagne de la mise à sac des ressources naturelles et énergétiques, principalement dans l'hémisphère Sud, d'un effondrement climatique imminent et d'une crise alimentaire aux effets dévastateurs tels que la faim, la pauvreté et les migrations.

Les pays du tiers monde voient leurs ressources spoliées, leurs populations prises en otage, voire leurs dirigeants expulsés par la force par des décrets impériaux qui foulent aux pieds leur souveraineté en toute impunité. L'humanité souhaite que le récent processus de réforme entrepris à l'ONU devienne un moyen efficace de protéger les peuples contre ces grandes calamités.

A Cuba, la situation est différente, même si son économie est quand même touchée par la crise multiforme, à laquelle vient s'ajouter un blocus cruel et meurtrier, qui a été condamné à 20 reprises par l'Assemblée générale à une majorité écrasante, sans que cela produise un changement de politique de la part des Gouvernements successifs des États-Unis d'Amérique.

Nous comprenons le bien-être du genre humain comme un développement complet, intégral et multiforme qui se trouve au centre de tous les programmes et politiques et doit se concrétiser de manière indépendante et prioritaire par rapport aux pactes internationaux auxquels le pays est partie sous forme de plans et de programmes sur le plan interne.

À partir du principe fondamental consistant à privilégier la production alimentaire destinée à la population, conformément au décret-loi 259 de 2008, il a été procédé à une nouvelle forme de distribution des terres et de production fondée sur l'usufruit afin de renforcer la productivité et de favoriser l'emploi des femmes et des hommes. Le droit de posséder des terres et d'avoir pleinement accès au crédit, à l'assistance technique et aux autres facilités a été accordé à plus de 12 000 femmes, leur offrant la possibilité d'accroître la gestion, le contrôle et l'administration des terres et des ressources, et de développer des principes écologiques.

L'agriculture emploie 223 592 femmes, dont 108 104 dans des entreprises agricoles, 106 209 dans des unités de production et 2 063 dans la branche des sciences agricoles, parmi lesquelles 253 appartiennent à la catégorie des chercheurs.

Dans le secteur sucrier, les femmes représentent 22 % de la main-d'œuvre et 9 % (590) du personnel de direction. Parmi ces dernières, 5 dirigent l'organisme central, 70 sont à la tête de l'administration, 44 sont vice-présidentes et 41 sont

chefs d'entreprise, 9 sont à la tête de complexes agro-industriels et 1 est directrice d'un groupe d'entreprises.

Le nombre de femmes dans la direction de l'Asociación Nacional de Agricultores Pequeños a triplé, atteignant un total de 307, ce qui représente 33 % des cadres professionnels à tous les niveaux. Parmi les présidents des coopératives de crédit et de services, on compte 88 femmes, 51 dans des entreprises de production agricole et d'élevage, 21 sont présidentes municipales de l'Asociación Nacional de Agricultores Pequeños, 212 font partie de leurs secrétariats, 22 appartiennent aux secrétariats à l'échelon des provinces et 3 au bureau national.

Les besoins des femmes rurales, comme ceux du reste de la population, sont garantis. Le droit fondamental à la vie est assuré par le Gouvernement dès le début de l'existence humaine. Les régions montagneuses (neuf des provinces le sont) bénéficient d'un programme spécial destiné à améliorer la qualité de vie de leurs habitants, en particulier des femmes, en privilégiant les services essentiels en matière de santé, d'éducation et d'alimentation notamment. Il existe en outre un programme culturel portant sur la construction de salles de vidéo et de télévision, en plus des appareils de télévision et de projection de vidéos et des ordinateurs dont disposent toutes les écoles. Cela permet de sensibiliser les habitants, hommes et femmes, à la protection de l'environnement et à la réduction des risques et de favoriser chez eux, dans la mesure du possible, une résistance aux effets inévitables du changement climatique. C'est ainsi qu'actuellement, les populations rurales disposent de 1 800 salles de télévision et de vidéo pour leurs loisirs et leur formation à des questions économiques et sexospécifiques, notamment. Bon nombre de ces installations fonctionnent au moyen de cellules photovoltaïques et constituent des sources d'emploi pour les femmes.

En dépit de la forte sécheresse dont souffre le pays, plus de 2 000 aqueducs ont été construits pour garantir l'approvisionnement des zones rurales en eau potable chlorée. L'emploi de filtres en céramique pour améliorer la qualité de l'eau a été généralisé à plus de 3 000 collectivités rurales dans le dessein de relever la qualité de ces services à des niveaux comparables à ceux des zones urbaines.

L'alimentation en électricité est désormais acquise à Cuba pour près de 99 % des habitations, ce qui témoigne des efforts réalisés par l'État pour y parvenir. À côté du réseau national de production d'électricité, différentes sources d'énergie sont utilisées : énergie hydraulique, par exemple, pour quelque 10 000 logements, installation d'environ 30 000 groupes électrogènes fonctionnant au diesel dans des zones éloignées, et énergie produite par les raffineries de sucre qui assure l'alimentation de plus de 30 000 logements.

Dans les secteurs non agricoles, les femmes rurales travaillent dans les services du Ministère de la science, de la technique et de l'environnement, dans les magasins, les salons de coiffure, les écoles, la poste, les cantines ouvrières, les dispensaires et les hôpitaux et les services de ramassage des ordures : des milliers de femmes utilisent les technologies nouvelles dans ces emplois.

Pour répondre aux besoins de reboisement du pays et pour marquer le cinquantième anniversaire de la Fédération, une initiative intitulée « 50 arbres de plus... » a été élaborée avec la participation de femmes. L'appui des familles à l'ensemencement en arbres fruitiers et en arbres à bois se trouve ainsi renforcé. Les collectivités ont planté plus de 135 bois et 1 348 pépinières et procédé à d'autres

opérations telles que la collecte de graines et la promotion d'ensemencements spontanés dans les cours et les jardins.

La Fédération collabore avec des organismes et des institutions afin de promouvoir et de développer des politiques en faveur des femmes :

- Le Réseau cubain d'organismes et institutions d'appui à la femme rurale, initiative régionale de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, fonctionne depuis 1992 et vise à renforcer, par le biais du suivi des politiques mises en œuvre par les divers organismes, l'application des lois, normes et mesures en faveur des femmes rurales. De la même manière, ce réseau a participé chaque année aux manifestations organisées pour célébrer la Journée mondiale de la femme rurale et la Journée mondiale de l'alimentation;
- La Fédération et l'Asociación Nacional de Agricultores Pequeños mènent des actions conjointes à l'intention des familles paysannes pour aider des personnes du troisième âge pour ce qui est des liens affectifs, des loisirs et de la reconnaissance de leur apport à la société. Pour marquer le cinquantième anniversaire de la Fédération, l'une et l'autre ont lancé à travers le pays et dans chaque coopérative, dont le nombre dépasse 3 500, un mouvement intitulé « 23 por el 23 », qui visait à accroître d'au moins 23 le nombre d'adhérentes de chacune de 23 coopératives;
- Un livre regroupant les témoignages de 50 dirigeantes paysannes a été publié;
- L'Asociación Nacional de Agricultores Pequeños a élaboré une stratégie en matière de parité avec la Commission nationale sur la parité et des commissions à tous les échelons de l'administration, et a également créé une chaire sur la parité qui organise des cours sur ce thème à l'intention des dirigeants;
- L'Association cubaine de production animale, qui regroupe quelque 20 000 membres, a une stratégie de la parité applicable dans toutes les structures. Cette association octroie le prix de la femme rurale pour récompenser celles qui se distinguent dans le domaine scientifique, technique et pratique de la production agroalimentaire.

La Fédération apporte son appui aux femmes rurales, dont le rôle est mis en pleine lumière, contrairement à ce qui se passe dans d'autres parties du monde. Cela correspond à la volonté politique de l'État et du Gouvernement, et à notre projet social.

Nous, les femmes cubaines, demandons la mise en place, à partir des fondations et dans l'intérêt de toutes les femmes rurales d'Amérique latine et du monde, d'un nouvel ordre économique et social international juste, équitable et qui valorise la contribution de ces femmes au développement des générations présentes et futures.